

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N°219

du 9 au 15 mai 1987

POLITIQUE

L'armée justifie la présence d'hélicoptères nord-américains
Cerezo demandera à Reagan une aide militaire "non-destructrice"

L'armée se sert d'appareils civils pour des actions belliqueuses

Selon Americas Watch, l'armée reste autonome

Amnesty International demande des enquêtes

Le conflit du travail est partiellement résolu

Cerezo retarde la remise de terres aux paysans

Les fumigations ont de graves conséquences écologiques

Les U.S.A. lancent une campagne de stérilisation massive

ECONOMIE

La France a accordé un prêt de 55 millions de dollars

INSURRECTION

L'URNG cause des pertes à l'armée et récupère du matériel militaire

MOUVEMENT POPULAIRE

Les paysans occupent des propriétés

La FSM exige le respect des travailleurs

DROITS DE L'HOMME

Vague de violence dans un village du nord-ouest

Deux paysans assassinés

Un ouvrier tué par balles dans la capitale

4° P. 12315

POLITIQUE

L'ARMEE JUSTIFIE LA PRESENCE D'HELICOPTERES NORD-AMERICAINS

Selon un communiqué de l'armée guatémaltèque diffusé le 7 mai, la présence d'hélicoptères Chinook CH-47 de l'armée nord-américaine au Guatemala s'inscrit dans le cadre d'une opération administrative normale qui consiste à transporter de nouvelles recrues de l'armée dans des zones d'accès difficile pour relever les soldats qui ont accompli leur temps réglementaire.

Le communiqué militaire ajoute que, comme il est normal, on a profité de la présence des hélicoptères et de leurs équipages pour former le personnel de l'armée aux caractéristiques de ces appareils.

De son côté, le président Vinicio Cerezo a démenti que les appareils nord-américains aient participé à des opérations anti-insurrectionnelles, signalant que ce fut pour les pilotes guatémaltèques l'occasion de s'entraîner à l'utilisation de ces hélicoptères.

CEREZO DEMANDERA A REAGAN UNE AIDE MILITAIRE "NON-DESTRUCTRICE"

Le président Vinicio Cerezo demandera une aide militaire "non-destructrice" à son homologue nord-américain, Ronald Reagan, à l'occasion de la visite officielle que le président guatémaltèque réalisera à Washington à partir du 12 mai, a informé le 8 mai le général Hector Gramajo, ministre de la Défense.

Le haut responsable militaire a indiqué qu'il s'agissait d'obtenir une aide en matière d'infrastructure, de transport aérien et de réalisation technique, "mais en aucun cas d'armement destructeur"; et il a ajouté que cette coopération se réalisera l'année prochaine.

A ce propos, le président Cerezo a déclaré que l'aide nord-américaine consistera en pièces détachées pour hélicoptères et camions et en matériel médical. Il a en outre affirmé que l'armée guatémaltèque étant une des plus puissantes d'Amérique centrale, l'aide actuelle nord-américaine de cinq millions de dollars était insuffisante.

L'ARMEE SE SERT D'APPAREILS CIVILS POUR DES ACTIONS BELLIQUEUSES

Le 10 mai, le colonel Edgar D'jalma Dominguez, ex-porte-parole et ex-membre du service de renseignement des forces armées, a reconnu que les hélicoptères reçus par l'armée du Guatemala à des fins civiles sont en fait utilisés dans des actions de combat. Ces déclarations ont été faites à propos de l'aide militaire que le président Cerezo va demander au président Ronald Reagan.

L'officier a par ailleurs affirmé que l'armée guatémaltèque

"avait été le créateur de la démocratie" au Guatemala et que "le vote populaire n'avait pas été déterminant, en comparaison de la décision du haut commandement militaire". Il a ajouté : "le fait que les guatémaltèques aient voté pour la démocratie fut également une décision de l'armée". D'jalma a déclaré que "l'aide des forces de la démocratie (en référence à l'assistance nord-américaine) est devenue nécessaire, car, ces derniers temps, nous n'avons rien reçu".

SELON AMERICAS WATCH, L'ARMEE RESTE AUTONOME

Au Guatemala, les forces armées continuent à agir de manière autonome, affirme Aryeh Neier, vice-président de l'organisation humanitaire Americas Watch, dans un commentaire publié le 11 mai par le "New York Times". Il y définit le Guatemala comme "une nouvelle démocratie qui a totalement échoué en mettant les militaires au-dessus des lois". Se référant à la prochaine visite du président Cerezo à Washington et aux possibilités du gouvernement nord-américain d'appuyer le gouvernement civil du Guatemala, Neier a proposé que Reagan abandonne ses tentatives d'utiliser les militaires guatémaltèques dans l'appui à la contre-révolution nicaraguayenne.

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE DES ENQUETES

L'organisation humanitaire Amnesty International a demandé au président Vinicio Cerezo qu'il réalise ses promesses de respecter les droits de l'homme et que des enquêtes soient ouvertes à propos des crimes commis pendant les régimes militaires passés, du fait que les unités militaires et policières responsables de ces délits n'ont pas été touchées jusqu'à ce jour. Cette demande a été faite à l'occasion de la présentation du rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala.

Selon Amnesty International une des premières tâches de l'enquête doit être d'identifier les structures et les politiques qui ont permis que des violations aient été commises pendant tant d'années. L'organisation humanitaire signale que depuis que le président Cerezo est entré en fonction en janvier 86, elle continue à recevoir des rapports alarmants sur les enlèvements et les assassinats politiques.

LE CONFLIT DU TRAVAIL EST PARTIELLEMENT RESOLU

Le président Vinicio Cerezo et 21 responsables syndicaux sont tombés d'accord pour mettre fin au conflit du travail qui, depuis le 27 avril, paralysait environ 200 mille fonctionnaires. L'accord est intervenu après une réunion le 12 mai, quelques heures avant que le président ne commence son voyage aux Etats-Unis.

La résolution du conflit repose sur un document dénommé "bases d'entente", à partir duquel le gouvernement s'engage à accorder une augmentation salariale au secteur public, dont le montant sera négocié par une commission bilatérale qui devra présenter ses conclusions le 31 mai. Cette commission devra également étudier des réformes sur la protection des consommateurs, le service public, l'application de la politique gouvernementale d'austérité et la reconnaissance juridique des syndicats de la fonction publique. La commission gouvernementale sera composée des ministres du Travail, de la Présidence et de l'Administration publique, qui furent qualifiés la semaine passée de "démagogues" par la direction syndicale.

CEREZO RETARDE LA REMISE DE TERRES AUX PAYSANS

Le président Cerezo a décidé de retarder la remise des terres de la propriété de San Carlos Malaga à un groupe de familles paysannes de la commune de Nueva Concepcion, dans le département d'Escuintla, au sud du pays. Le président avait promis à ces paysans, conduit par le prêtre Andres Giron, la remise de terres avant son voyage aux Etats-Unis. Selon la presse locale du 8 mai, le président a affirmé que la remise de terres aura lieu après son retour de Washington, prévu pour le 15 mai.

LES FUMIGATIONS ONT DE GRAVES CONSEQUENCES ECOLOGIQUES

Selon un rapport présenté le 11 mai par la faculté d'agronomie de l'Université de San Carlos (USAC), la fumigation de la forêt du Peten avec un herbicide connu sous le nom de glisphosphate, réalisée les 21 et 22 avril par les avions de la Drug Enforcement Agency (DEA) du gouvernement nord-américain, a eu de graves conséquences écologiques pour la région. L'USAC exige que des sanctions soient prises contre les fonctionnaires du gouvernement démocrate-chrétien qui ont autorisé la fumigation de la principale réserve de faune et de flore du pays, sous prétexte de détruire les plantations de pavot et de marijuana.

LES U.S.A. LANCENT UNE CAMPAGNE DE STERILISATION MASSIVE

Le 9 mai, Prospero Penados del Barrio, archevêque de Guatemala, a déclaré que le gouvernement des Etats-Unis soutenait des campagnes massives de stérilisation de paysans guatémaltèques, ce qui représente "un attentat brutal contre la dignité et la culture de notre peuple". L'archevêque a affirmé que derrière ces campagnes de stérilisation, on trouvait de puissants intérêts économiques,

représentés par "ceux qui commandent et imposent leurs conditions aux petits pays, et que nous devrions accepter même si elles ne nous conviennent pas"; et il a ajouté que le but de ces pratiques "est d'imposer des modèles étrangers à notre idiosyncrasie".

ECONOMIE

LA FRANCE A ACCORDE UN PRET DE 55 MILLIONS DE DOLLARS

L'architecte Hermes Marroquin, secrétaire général de la Pianification économique, a fait savoir le 10 mai que le gouvernement français avait accordé un prêt de 55 millions de dollars afin de commencer plusieurs projets d'infrastructure et de moderniser le réseau territorial. Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a participé à la signature des accords, son organisme étant chargé de gérer l'utilisation des fonds, a ajouté Marroquin.

INSURRECTION

L'URNG CAUSE DES PERTES A L'ARMEE ET RECUPERE DU MATERIEL MILITAIRE

Le 10 mai, un communiqué insurgé a fait savoir que des forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) avaient récupéré deux fusils Galil de fabrication israélienne et un équipement radio complet de l'armée gouvernementale au cours d'un affrontement qui eut lieu le 7 mai dans le département d'El Quiche, au nord-ouest du pays. Selon le communiqué, d'autres unités de l'URNG ont, le 17 avril, tendu une embuscade à l'armée dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays. A cette occasion, les forces gouvernementales ont eu sept pertes.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES PAYSANS OCCUPENT DES PROPRIETES

Cent familles paysannes de la commune de Tecun Uman, département de San Marcos, ont, sous la direction de Carlos Dubon, occupé le 9 mai la propriété Valladolid, située dans la commune d'Ocos. Cette invasion de terres est due au fait que Nery Samayoa, président de l'Institut national de transformation agraire (INTA), n'a pas réalisé la remise de terres promise dans la localité où vivent ces paysans. Des centaines de paysans ont, le même jour, occupé la propriété Chiquirines, située à San Marcos, afin que le gouvernement accélère les démarches de remise officielle de terres.

LA FSM EXIGE LE RESPECT DES TRAVAILLEURS

La Fédération syndicale mondiale (FSM), dont le siège se trouve à Prague, a envoyé le 7 mai une note au président Vinicio Cerezo en protestation contre les menaces et les actions de répression dont sont victimes les travailleurs en grève. Elle demande au gouvernement de répondre aux demandes des grévistes en respectant les droits des travailleurs, consacrés par les accords de l'Organisation internationale du Travail (OIT), que le Guatemala a signés. La FSM condamne les menaces et les actions de répression dont le gouvernement démocrate-chrétien s'est rendu coupable envers les travailleurs du secteur public, à l'occasion de leur mouvement revendicatif.

DROITS DE L'HOMME

VAGUE DE VIOLENCE DANS UN VILLAGE DU NORD-OUEST

Selon la presse du 8 mai, les habitants du village d'Ichomcha, commune de Santa Lucia la Redorma, département de Totonicapan, sont alarmés et terrorisés face à la vague de violence dont souffre leur communauté et après la découverte du corps de l'agriculteur Jose Ralac Barreno.

Dans ce même village, ont été assassinés récemment le jeune Pedro Tzoy Chibalan et un adulte qui l'accompagnait et qui n'a pas été identifié. On pensait au début que ces deux personnes avaient pu échapper à l'embuscade tendue par un groupe d'hommes armés dans cette même localité.

DEUX PAYSANS ASSASSINES

Selon des informations de presse du 8 mai, les paysans Julio Cesar de Leon Jimenez et Juan Francisco Corado Rodriguez, de 49 et 23 ans, ont été assassinés par des groupes d'hommes armés dans les villages de Barberena et de Santa Cruz Naranjo, département de Santa Rosa, au sud-est du pays.

UN OUVRIER TUE PAR BALLE DANS LA CAPITALE

Selon des rapports connus le 9 mai, l'ouvrier Cruz Cordero del Cid est mort le 7 mai à l'hôpital San Juan de Dios de la capitale, après qu'un groupe d'hommes armés qui l'attendait sur le chemin de sa maison l'ait criblé de balles puis écrasé avec son véhicule.